Curriculum vitae

2022-2023

Nom : ROUX **Prénom** : Christophe

Adresse électronique : christophe.roux@univ-lyon3.fr



FONCTIONS

- Professeur agrégé de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Faculté de droit).
- Directeur de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L. EA 666) depuis sept. 2020.
- Directeur du Master « Contrats, construction, propriété publics » (Lyon 3).
- Membre du comité de lecture de la revue Droit administratif (LexisNexis)
- Membre du comité de rédaction de la revue Droit de la voirie La revue des propriétés publiques

FORMATION

a. Cursus universitaire

- 2019 (...): Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3.
- 2016 2019 : Professeur de droit public à l'Université Lumière Lyon 2 (Faculté de droit).
 - Chargé d'enseignements à l'Université Jean Moulin Lyon 3.
- 2014-2018 : Chargé d'enseignements à l'Institut d'Études Politiques (I.E.P.) de Grenoble.
- 2014-2016 : Maître de conférences en droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3.
- 2007-2012 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Université Lyon 3).
 - Allocataire de recherche (Université Lyon 3).

b. Titres et concours universitaires

- 2016: Admis au Premier concours national d'agrégation de droit public (10e).
- 2007-2013 : Doctorat en droit public.
 - Propriété publique et droit de l'Union européenne
 - Thèse soutenue le 11 décembre 2013 à l'Université Lyon 3, sous la direction du Pr. Sylvie Caudal (Lyon 3), devant un jury composé des Pr. Y. Gaudemet (Paris II président), Ph. Yolka (Grenoble rapporteur), G. Eckert (Strasbourg rapporteur), M. Karpenschif (Lyon 3), C. Chamard-Heim (Lyon 3) et S. Caudal (Lyon 3).
 - Mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité.
 - Prix de thèse Droit-Économie-Gestion de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (2014).

- Chron. N. Foulquier, RFDA, 2016-1, p. 192.
- 2006-2007 : M2 Recherche « Droit public fondamental » (Université Lyon 3), mention bien, major.
- 2002-2006 : **DEUG de droit, Licence droit public, M1 Droit public** (Université Lyon 3).

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

a. Cours magistraux

• Enseignements actuels

- Droit administratif général (L2 Droit Lyon 3 Semestre 4)
- **Droit des contrats publics** (M1 Droit public Lyon 3 Semestre 8 ; M2 Droit public des affaires Université Saint-Joseph de Beyrouth Liban).
- Libertés fondamentales (M2 Droit public fondamental Lyon 3).
- Droit de la commande publique passation (M2 « Contrats, construction, propriété publics »).
- **Droit administratif des biens** (L3 Droit public et M2 Droit public des affaires Lyon 3).
- **Droit de la police administrative** (ENSP Saint-Cyr-au-Mont-d'or).

• Enseignements passés

En Master

- 2020-2022 : Droit de l'action publique (M2 Droit public fondamental Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- 2019-2022 : Droit public économique (M2 Carrières publiques Lyon 3).
- **2019-2020 : Fiscalité des personnes publiques** (M2 droit fiscal Lyon 3).
- 2016-2020 : Protection administrative des libertés (M2 Droits de l'Homme Lyon 2).
- **2014-2019 : Droit fiscal** (L3 droit privé Lyon 3)
- 2017-2019 : Fiscalité des contrats publics (M2 Contrats publics Lyon 3, Lyon 2, Saint-Etienne)
- **2016-2019 : Grands principes de droit financier et fiscal** (M2 Droit public fondamental Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- 2016-2017 et 2018-2019 : Droit des contrats publics (M2 droit Université Aïn-Shams Le Caire Égypte).
- 2017-2018 : Droit administratif des libertés (M1 Droit public Lyon 2 Semestre 8).
- 2013-2018 : Droit de la commande publique (M2 Collectivités territoriales I.E.P. Grenoble).
- **2014-2016**: Droit public économique (M1 I.E.P. Grenoble).

En Licence

- **2014-2020 : Droit administratif général** (L2 droit 2014 à 2016 : Lyon 3 ; 2016-2019 : Lyon 2)
- **2014-2019**: Libertés fondamentales (L3 Droit 2014 à 2016 : Lyon 3 ; 2016-2019 : Lyon 2)
- **2014-2015**: **Institutions européennes** (L1 Droit Lyon 3 Semestre 2).

A l'étranger

- **2017 2019 2022 : Droit administratif général** (M1 Droit public USP Sao Paulo / Brésil Programme Pites).
- **2022 : Droit des contrats publics** (M2 Droit public des affaires Université Saint-Joseph de Beyrouth Liban).
- 2017 et 2019 : Droit des contrats publics (M2 droit Université Aïn-Shams Le Caire Égypte).

b. Préparation aux concours

- **Droit administratif,** Préparation au concours des « métiers de la sécurité », IEJ de Lyon (2014-2017 et 2019-2021).
- Droit européen, Préparation au concours d'entrée au CRFPA, IEJ de Lyon (2014-2015).

TRAVAUX

a. Ouvrages

- 3- Droit administratif des biens, Dalloz, Mémentos LMD, 1re éd., 2019; 2e éd., oct. 2021.
- 2- L'environnementalisation du droit. Études en l'honneur de Sylvie Caudal (dir.), Fondations Varenne, Colloques & essais, 2019.
- 1- Propriété publique et droit de l'Union européenne, LGDJ, Bibliothèque de droit public, t. 290, 2015.

b. Chapitres d'ouvrages

En cours de publication:

- 21- Enseigner l'arrêt *Blanco*, in A. Jacquemet-Gauché, F. Blanco et S. Gilbert [dir.], *Autour de l'arrêt Blanco*. Travaux et recherches à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la décision du Tribunal des conflits du 8 février 1873, Dalloz, coll. Thèmes & Commentaires, 2022, à paraître.
- 20- Concessions autoroutières, sous-concessions et gestion domaniale, in J.-B. Vila (dir.) et Institut Léon Duguit (dir.), Concessions d'autoroutes : quels enjeux ? Quelles perspectives ?, Actes du colloque du Palais du 14 févr. 2022, Mare & Martin, 2022, à paraître.
- 19- **L'exportation de la théorie du bilan**, *in* M. Boul, J. Bousquet, C. Meurant, M. Moralès et R. Radiguet [dir.], *Les 50 ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, IFJD, Colloques & Essais, 2022, à paraître.
- 18- **Propriété et algorithme**, *in* J. Bousquet, T. Carrère et S. Hammoudi [dir.], *L'action publique algorithmique*. Risques et perspectives, 2021, à paraître
- 17- Le droit de la rue. Une lecture au travers de *Tintin*, in J. Heymann [dir.], *Tintin et le droit*, mai 2019, à paraître.

Publiés:

- 16- Les manuels de droit administratif, in J. Caillosse et K.-H. Voizard [dir.], Le droit administratif aujourd'hui. Retours sur son enseignement, Dalloz, Thèmes & Commentaires, 2021, p. 439.
- 15- Introduction aux arrêts CAA Lyon, 12 juill. 2007, Ville de Lyon; CAA Lyon, 1er juill. 2008, Cne de Valmeinier; CAA Lyon, 18 déc. 2008, CALB; CAA Lyon, 3 oct. 1993, M. Dupont; TA Grenoble, 4 nov. 1992, Université Pierre Mendès-France, in C. Meurant, É. Untermaier-Kerléo, Ch. Testard et C. Chamard-Heim [dir.], Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise, LexisNexis, 2021, pp. 65, 69, 139 et 247.
- 14- La motivation des décisions du juge administratif Présentation générale, in V. Le Bihan [dir.] La motivation des décisions de justice, Colloque Lyon 2, 26 nov. 2019, https://transversales.org/, mars 2021.

- 13- La motivation des décisions du juge administratif Analyse herméneutique, in V. Le Bihan [dir.] La motivation des décisions de justice, Colloque Lyon 2, 26 nov. 2019, https://transversales.org/, mars 2021.
- 12- **Mobilités et environnement**, in L. Janicot [dir.], Les collectivités territoriales et la protection de l'environnement, Berger-Levrault, coll. « Au fil du débat », 2021, p. 121.
- 11- **Existe-t-il un domaine privé naturel ?**, in Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Lavialle, P.U. Toulouse Capitole 1, 2020, p. 585.
- 10 Propriété publique immobilière et reconversion du patrimoine monumental, in M. Le Roux [dir.], La reconversion du patrimoine public monumental L'exemple du grand Hotel-Dieu, Colloque Université Lumière Lyon 2, 8 mars 2019, L'Harmattan, coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel », 2021, p. 51.
- 9- **La prise de position provoquée en droit administratif des biens**, *in* N. Gabayet et X. Lenou [dir.], *La prise de position provoquée en droit administratif*, Colloque Université de Créteil, 2017, IFJD, 2020, p. 168.
- 8- Le reflux de la propriété publique, in O. Debat et S. Saunier [dir.], L'image des biens publics culturels : regards croisés entre droit public et droit privé, LexisNexis, 2020, p. 9.
- 7- La réception de la jurisprudence européenne par le juge administratif, in H. Surrel et L. Robert [dir.], Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'Homme?, colloque - Lyon 3, 29 mars 2019, Anthémis, coll. « Droit et Justice », 2020, p. 167.
- 6- La propriété publique à l'épreuve des données publiques, in Le droit administratif au défi du numérique, AFDA, Université de Bordeaux, 14-15 juin 2018, Dalloz, coll. « Thèmes & Commentaires », 2019, pp. 43-64.
- 5- L'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 et les enceintes de justice, *in* Rapport du GIP « Laïcité et justice », M. Philip-Gay [dir.], Université Jean Moulin Lyon 3, mars 2020, p. 213, consultable sur <u>www.gip-recherche-justice.fr/publication/la-laicite-dans-la-justice-2/</u>.
- 3- Les contours de l'hommage en droit public : essai de définition stipulative, in Association des doctorants en droit public de l'université de Lyon (ADPL), L'hommage en droit public, Mare & Martin, 2019, pp. 43-72.
- 2- La valorisation par l'occupation privative, in C. Chamard-Heim et Ph. Yolka (dir.), Patrimoine(s) et équipements militaires, Institut universitaire Varenne, coll. « Colloque é essais », 2018, p. 335-355.
- 1- Le contentieux administratif des titres nobiliaires, in Ph. Yolka [dir.], Le nom. Administrations, droit et contentieux administratifs, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques & essais », 2015, pp. 195-221.
- 1- La motivation en droit des contrats administratifs, in S. Caudal [dir.], La motivation en droit public, Dalloz, Thèmes & Commentaires, 2013, pp. 123-145.

c. Articles

Publiés:

40- Introduction (sur)plombante au cinquantenaire de la décision *Liberté d'association*, in Ph. Blachèr et M. Philip-Gay (dir.), Le 50e anniversaire de la décision Liberté d'association: RFDC, 2022-2, n° 130, p. 275.

- 39- Concentrations médiatiques : e-fusion tiède au Sénat : Dr. adm. 2022, n° 5, Focus, alerte 61
- 38- Voir Venise..., Dr. adm., 2022, n° 2, Focus, alerte 16.
- 37- La régularisation de l'implantation irrégulière, in P. Caille et P. Levallois [dir.], Les ajustements contemporains de l'ouvrage public, Actes du colloque du 14 octobre 2021, Université Metz-Lorraine : JCP A, 2021, n° 2377.
- 36- Les risques de la discussion (1), in F. Lichère (dir.), La discussion dans les contrats publics, Actes du colloque du 20 sept. 2021 de la Chaire des contrats publics, Université Lyon 3, ICP A, 2021, n° 2342.
- 35- Propriété publique, transparence et démocratie administratives : Dr. adm., 2021, n° 11, Focus, alerte 149.
- 34- Théorie du bilan: 50 ans à l'est d'Eden, Dr. adm., 2021, n° 7, Focus, alerte 97.
- 33- Les moyens dont dispose l'Administration : ébauche et débauche d'un assouplissant, *Dr. adm.*, 2021, n° 4, Focus, alerte 44.
- 32- Noces de cire : les (quatre) premiers feux de la mise en concurrence des titres domaniaux, *Contrats-Marchés publ.*, 2021, étude n° 2.
- 31- Deaccessioning, Dr. adm., 2021, n° 1, Focus, alerte 1.
- 30- Gestion domaniale et déontologie, JCP A, 2020, n° 2306.
- 29- Le plan B., Dr. adm., 2020, n° 10, Focus, alerte 124.
- 28- Le(s) in house, au-delà de la commande publique, JCP A, 2020, n° 2022.
- 27- Le masque et la plume, Dr. adm., 2020, n° 6, Focus, alerte 79.
- 26- La loi MOP, quel avenir ?, in AFDA Université d'Orléans, colloque du 3 décembre 2019, La loi MOP, Contrats-Marchés publ., 2020, n° 5, Dossier n° 1, article 9.
- 25- Prisons françaises et CEDH: les référés placés « en préventive », Dr. adm., 2020, n° 3, Focus, alerte 61.
- 24- L'arbitrage fiscal vu par le droit public, in L. Stankiewicz (dir.), Le renouveau des modes de règlement des différends en droit fiscal international, compte-rendu de colloque, Revue Fiscalité internationale, 2020, n° 1, art. 10.3.
- 23- Principe de gratuité : des enseignements supérieurs ?, Dr. adm., 2019, n° 12, Focus, alerte 159.
- 22- Que reste-t-il de la jurisprudence *Doublet*?, *Dr. adm.*, 2019, n° 8-9, Focus, alerte 114.
- 21- Le juge administratif (contrôle du but, de proportionnalité, des obligations positives) in V. Le Bihan (dir.) La garantie des droits et libertés : quelles techniques de contrôle par le juge ?, Colloque Lyon 2, 7 déc. 2018, publié sur https://transversales.org/.
- 20- L'occupation privative du domaine public en roue libre (à propos du *free-floating*), *Dr. adm.*, 2019, n° 5, Focus, alerte 63.
- 19 **Propriétés publiques et Loi ELAN : un léger vent de libération**, *Droit Voirie*, mars-avril 2019, n° 207, p. 50.

- 18- Les nouvelles « tables » du service public Á propos des cantines scolaires, *Dr. adm.*, 2019, n° 2, Focus, alerte 17.
- 16- Citoyens, au rapport! (à propos de l'étude annuelle du Conseil d'État), Dr. adm., 2018, n° 11, Focus, alerte 126.
- 16- Le juge administratif et le droit au respect de la vie privée. Présentation générale, *in* V. Le Bihan (dir.), *Vie privée. Quelle protection par le juge?*, Colloque Lyon 2, 24 nov. 2017, publié sur https://transversales.org/.
- 15- La gestion et la valorisation de la propriété publique : les défis du droit de l'Union européenne, in J. Miranda (dir.), Gestão e rentabilização de bens públicos, Université de Lisbonne, CJP/CIDP, 14-15 décembre 2017, Revista Eletrónica de Direito Público, http://www.e-publica.pt, janv. 2018.
- 14- EuropaCity (ou le nouveau Notre-Dame-des-Landes), Dr. adm., 2018, n° 7, Focus, alerte 88.
- 13- À la recherche de la neutralité commerciale, Dr. adm., 2018, n° 4, Focus, alerte 45.
- 12- Le « droit à l'erreur », Dr. adm., 2018, n° 1, Focus, alerte 1.
- 11- Moralisation de la vie politique, morale parlementaire... moralité constitutionnelle, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 126.
- 10- La dévolution transparente des titres d'occupation du domaine public. Commentaire de l'ordonnance du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, *Dr. adm.*, 2017, Étude 10.
- 9- La circulation des biens publics affermie par ordonnance, Dr. adm., 2017, Focus, alerte 86.
- 8- La laïcité « à la carte », Dr. adm., 2017, Focus, alerte 51.
- 7- Loi Sapin II et droit de la commande publique : un pas (déjà) en arrière), un bond (bientôt) en avant ?, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 15.
- 6- Danthony, cinq ans après, Dr. adm., 2016, Focus, alerte 138.
- 4- Gestion des gares ferroviaires et droit de la concurrence, Dr. adm., 2016, Focus, alerte 110.
- 3- La garde de l'État sur les œuvres « MNR » : réflexions sur le droit administratif des biens à partir de l'arrêt d'assemblée du 30 juillet 2014, JCP A, 2015, n° 2111.
- 2- Police du stationnement des taxis : étendue et partage des compétences entre le maire et le président d'EPCI, JCP A, 2014, n° 2277.
- 2- La « déqualification » des contrats de mobilier urbain : nouveau recul dans l'exigence de publicité et de mise en concurrence des titres d'occupation domaniale, *RDP*, 2013-6, pp. 1403-1420.
- 1- La personne publique, candidate à la commande publique, AJDA, 2013, n° 15, pp. 853-856.

d. Encyclopédies

2- Propriété publique et droit de l'Union européenne, J.-Cl. Propriétés publiques, fasc. 7, 16 janv. 2021.

1- Mise en concurrence des titres d'occupation domaniaux, J.-Cl. Contrats publics, fasc. 514, févr. 2021.

e. Tribunes

- 4- Divers-cités, Dr. Voirie, mai-juin 2021, n° 220, Tribune, p. 89.
- 3- Entretien: l'État sur le pont?, Dr. Voirie, janv.-févr. 2021, n° 218, Tribune, p. 1.
- 2- L'insaisissabilité des biens publics emportée par l'ELAN, AJDA, 2019, Tribune, p. 601.
- 1- Territoire(s) et souveraineté : la propriété contre-attaque !, Dr. Voirie, oct. 2019, n° 210, Tribune, p. 177.

f. Chroniques

- 5- Domaine public et privé (janv.-déc. 2021), Dr. Voirie, 2022, mars-avril., n° 225, p. 62.
- 4- Ouvrages et travaux publics (aout 2020 juill. 2021), Dr. Voirie, 2021, sept-oct., n° 222, p. 209.
- 3- Domaine public et privé (janv.-déc. 2020), Dr. Voirie, 2021, mars-avril., n° 219, p. 79.
- 2- Ouvrages et travaux publics (juill. 2019 juill. 2020), Dr. Voirie, 2020, sept-oct., n° 216, p. 196.
- 1- Domaine public et privé (janv.-déc. 2019), Dr. Voirie, 2020, janv.-févr., n° 212, p. 88.

g. Notes de jurisprudence

- 27- **Loi Pinel et domaine public : le puits sans fonds**, note sur CE, 11 mars 2022, n° 453440, *MM. G. c/ Cne Cap d'Ail, JCP A*, 2022, n° 2168.
- 26- **Rédemption de la loi de 1905, dormition de la Vierge**, note sur CE, 11 mars 2022, n° 454076, *Commune de Saint-Pierre d'Alvey, JCP A*, 2022, n° 2134.
- 25- La responsabilité du service public de l'éducation nationale sur le ring, note sur TA Lyon, 22 nov. 2021, n° 2002610, C+, Rev. Jurisp. ALYODA, 2022-2, en ligne.
- 24- Le principe d'interdiction des locations publiques à vil prix, note sur CE, 28 sept. 2021, n° 431625, CCAS de Pauillae, Dr. Voirie, janv-févr. 2022, n° 224, p. 15.
- 23- Cession et bail emphytéotique : choisir (de vendre) n'est pas renoncer (à valoriser), note sur CE, 13 sept. 2021, n° 439653, Cne Dourdan, JCP A, 2021, n° 2315.
- 22- Occupation domaniale et gestion d'un SPIC : le saut d'obstacles de la compétence juridictionnelle, note sur TC, 8 juill. 2021, n° C4213, Epic Pays de Fontainebleau Tourisme c/ Assoc. Sport concept, Dr. Voirie, septoct. 2021, n° 222, p. 198.
- 21- **L'intangibilité de l'ouvrage public au ralenti**, note sur CAA Lyon, 11 févr. 2021, n° 20LY00724, M. A. D. c/ Cne Saint-Jean-le-Vieux, Rev. Jurisp. ALYODA, 2021-3.

- 20- (B)ail commercial et fonds de commerce sur le domaine public : le juge maintient le cap, note sur CAA Marseille, 9 avr. 2021, n° 18MA03151, M. B, D. et CAA Paris, 9 avr. 2021, n° 20PA01314, Sté « Le soleil de Crécy », Dr. Voirie, mai-juin 2021, n° 220, p. 114.
- 19- La souveraineté du droit nobiliaire : à propos de la transmission des titres de noblesse, note sur CE, 12 févr. 2021, n° 440401, *M. A. B.*, *AJDA*, 2021, p. 815.
- 18- **Péages autoroutiers : leur montant ne peut intégrer les frais liés à la police de la route**, note sur CJUE, 28 oct. 2020, C-321/19, *BY et CZ c/ Bundesrepublik Deutschland*, *Dr. Voirie*, janv.-févr. 2021, n° 218, p. 28.
- 17- La théorie de l'acte unilatéral (de droit privé) détachable du contrat (administratif) relatif au domaine privé, note sur TC, 7 déc. 2020, n° C4197, M. Aleman et a. c/ Cne de Port-de-Bouc, JCP A, 2021, n° 2011.
- 16- Manège implanté sur le domaine public et concurrence : la roue ne tourne toujours pas, note sur CAA Paris, 25 mai 2020, n° 18PA02836, *C. c/ Ville de Paris*, *Dr. Voirie*, juill.-aout 2020, n° 215, p. 170.
- 15- *Casanova*, tombeur de l'intérêt lésé ?, note sur CE, 27 mars 2020, n° 426291, *Dr. Voirie*, mai-juin 2020, n° 214, p. 113.
- 14 La mise à l'écart du principe de protection du concessionnaire contre la concurrence par l'autorité concédante, note sur TA Lyon, 13 juin 2019, n° 1703281, Sté Rhôneexpress, Rev. Jurisp. ALYODA, 2020-2.
- 13- Communicabilité des actes de gestion du domaine privé : l'insoutenable pesanteur de l'avoir, note sur CE, 24 oct. 2019, Cne Saint-Pierre-du-Perray, JCP A, 2020, n° 2016.
- 12- Contrats de prestation de sureté sur le domaine public portuaire : les rivages du contrat administratif, note sur TC, 8 avril 2019, *Grand port maritime du Havre*, *AJDA*, 2019, p. 1706.
- 11- Aux frontières du (domaine public) réel, note sur CE, 22 mai 2019, Assoc. « Les Familles X du Gard... », Dr. Voirie, juill.-aout 2019, n° 209, p. 153.
- 10- La mise en bière de l'image des biens publics, note sur CE ass., 13 avr. 2018, Établissement public du domaine national de Chambord, JCP A, 2018, n° 2156.
- 9- Le sort des biens construits par le sous-occupant du domaine public à l'expiration de son titre d'occupation, note sur CAA Marseille, 15 mai 2017, n° 16MA04042, Société Carilis, JCP A, 2017, n° 2182.
- 8- La prise en charge de l'entretien du domaine public par les « occupants » : une réincarnation de la « taxe-trottoir » ?, note sur CAA Versailles, 7 juill. 2016, n° 15VE01687, JCP A, 2016, n° 2259.
- 7- Sous-concession domaniale et contrat administratif: réflexion sur les déboires d'un (autre) couple célèbre, note sur CE, 12 nov. 2015, Sté Le Jardin d'acclimatation, AJDA, 2016, p. 908.
- 5- Jurisprudence Tarn-et-Garonne et conventions d'occupation domaniale : la restriction se cacheraitelle dans les détails ?, note sur CE, 2 déc. 2015, *Ecole centrale de Lyon*, *AJDA*, 2016, p. 736.
- 4- Appréciation d'offres en concurrence et pouvoir d'instruction du juge, note sur CAA Lyon, 5 avril 2012, Cabinet MPC Avocats, Rev. Jurisp. ALYODA, 2012-3.
- 4- La protection des espaces lacustres remarquables, note sur CE, 20 mai 2011, Communauté d'agglomération du Lac du Bourget, Dr. adm., 2011, comm. n° 80.

- 3- Aménagement indispensable et domanialité publique des pistes skiables : un mariage de raison paradoxal..., note sur CAA Lyon, 7 avr. 2011, Syndicat propriétaires « Le Rond point des pistes », Rev. Jurisp. ALYODA, 2011-3.
- 2- Transfert de propriété d'un aérodrome civil appartenant à l'État, note sur CAA Lyon, 5 avr. 2010, Commune de Charnay-lès-Mâcon, Rev. Jurisp. ALYODA, 2011-1.
- 1- Construire des équipements pour les remettre directement et immédiatement à une collectivité constitue un travail public, note sur Cass., 1ère. civ., 6 oct. 2010, Sté. Port Croisade c/ SEETA, AJCT, 2010, n° 4, p. 166.

h. Observations

Au JCP A (chronique « Propriétés publiques »)

<u>2022</u>: Mise en concurrence des titres d'occupation privative du domaine privé : do not disturb., obs. sur CAA Bordeaux, 2 nov. 2021, n° 19BX03590 et 19BX03620, *Mme M. et M. F. A., JCP A* 2022, n° 2014 ; Le fonds de commerce du juge administratif, obs. sur Rép. min., *JO Sénat*, 23 sept. 2021, p. 5504, *JCP A* 2022, n° 2017 ; (Banque)-route ouverte pour la spéculation immobilière publique, obs. sur Rép. min., *JO Sénat*, 4 nov. 2021, p. 61216, *JCP A* 2022, n° 2018.

2021: Biens sans maitres et taxes foncières: la quadrature du cercle, obs. sur Rép. min. n° 36622, Éric Pauget: JOAN 6 avr. 2021, p. 2974, JCP A 2021, n° 2234; Remise en état du domaine public: le dernier occupant privatif en rade, obs. sur CAA Marseille, 28 mai 2021, n° 19MA00705, SA immobilière de la Pointe du Cap Martin, JCP A, 2021, n° 2235; Réintégration des biens publics mal acquis: l'imprescriptibilité ne cautionne pas l'inertie, obs. sur CEDH, 16 mars 2021, n° 2625/17, Gavrilova et a. c/ Russie et CEDH, 16 mars 2021, n° 31686/16, Seregin et a. c/ Russie, JCP A, 2021, n° 2127.

2020: SPIC, usager et occupation domaniale: le triumvirat de la compétence judiciaire, obs. sur CAA Nantes, 10 juill. 2020, n° 19NT01157, M. D. et Sté Zurich Insurance PLC, JCP A, 2020, n° 2264. — L'inaliénabilité à l'épreuve de la restitution des biens culturels, obs. sur Projet de loi n° 3221 relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et du Sénégal, 16 juill. 2020 et CE Sect. Int., avis, n° 399752, 3 mars 2020, JCP A, 2020, n° 2265. — Redevances domaniales et principe d'égalité: le mariage (couteux) de ma meilleure amie, obs. sur CAA Paris, 22 avr. 2020, n° 17PA03926, JCP A, 2020, n° 2221. — Covid-10: exonération temporaire de redevances domaniales, obs. sur Ord. n° 2020-460, 22 avr. 2020, portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19, art. 22, JCP A, 2020, n° 2223. — Chemin rural: conserver n'est pas entretenir, obs. sur CAA Lyon, 6 févr. 2020, n° 18LY02469, Mme. B. D., JCP A, 2020, n° 2103. — Désaffectation et déclassement: vade-mecum pour éviter la sortie de route, obs. sur CAA Nantes, 10 janv. 2020, n° 18NT02901, Mme D. G., JCP A, 2020, n° 2104. — Le transfert de gestion n'implique pas le changement d'affectation du bien concerné, obs. sur Rép. Min., JO Sénat, 5 mars 2020, p. 1139, JCP A, 2020, n° 2108.

2019: Mise à disposition d'un immeuble à une régie communale : circulez, il n'y a rien à (perce)voir, obs. sur Rép. Min. n° 6998, JO Sénat, 26 déc. 2019, p. 6388, JCP A, 2020, n° 2022. – Au service (secret) de l'amélioration de la condition militaire, obs. sur D. n° 2019-793, 26 juill. 2019 relatif à l'occupation des logements domaniaux du ministère de la Défense, ICP A, 2019, n° 2288. – f Le retour des provisions : première application de la jurisprudence Électricité de Tahiti, obs. sur TA Poitiers, 11 sept. 2019, n° 1702196, Société SAUR, JCP A, 2019, n° 2286. – Quand APREI en 2007, rencontre les critères domaniaux antérieurs à 2006, obs. sur CAA Lyon, 2 sept. 2019, n° 17LY02937, Commune de Sens, JCP A, 2019, n° 2284. - Les marques culturelles ou l'or noir reclu du patrimoine immatériel public, obs. sur Cour des comptes, La valorisation internationale des marques culturelles. Le cas des musées nationaux, JCP A, 2019, n° 2207. – L'indemnisation d'une cession illégale de biens publics au crible des aides d'État : l'aficionados avisé en économie de marché, obs. sur Trib. UE, 22 mai 2019, Real Madrid Club de Futbol c/ Commission, JCP A, 2019, n° 2208. - La jurisprudence CFDT Finances ne s'étend pas aux déclarations d'utilité publique, obs. sur TA Poitiers, 14 mars 2019, n° 1702490 ; JCP A, 2019, n° 2117. – Le droit de priorité des communes et EPCI ne concerne que les immeubles du domaine privé de l'État, obs. sur Rép. Min., n° 12385, JOAN, 15 janv. 2019, p. 333; JCP A, 2019, n° 2111. – L'externalisation des biens militaires au rapport, obs. sur C. Comptes, L'externalisation aux forces en OPEX, Communication de la Cour des comptes à la Commission des finances de l'Assemblée nationale, janv. 2019 ; ICP A, 2019, n° 2110. – L'encombrant « Mobilier national » : une institution (bientôt ?) placardisée ?, obs. sur le Rapport annuel de la cour des comptes 2019, t. I, p. 245 ; ICP A, 2019, n° 2109. – Un « volume d'air » surplombant une dépendance du domaine public appartient au domaine privé, obs. sur TA Dijon, 30 oct. 2018, n° 1702117, ICP A, 2019, n° 2029. – Code de la commande publique et droit domanial, obs. sur ord. n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, *JCP A*, 2018, n° 2026. – **Léger Elan domanial en faveur du logement**, obs. sur L. n° 2018-1021, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, *JCP A*, 2019, n° 2025.

2018 : Quand l'expertise privée indépendante vient écarter la présence d'une aide d'État, obs. sur Comm. UE, déc. n° 2018/1040/UE, 16 juin 2017, JCP A, 2018, n° 2298. – Le montant des redevances domaniales au crible du principe d'égalité et des avantages procurés par l'occupation, obs. sur TA Poitiers, 29 mai 2018, n° 1502348, SARL La Martinière, JCP A, 2018, n° 2297. – La propriété publique des canalisations ne coule pas de source, obs. sur CAA Marseille, 4 juin 2018, Assoc. syndicale libre des propriétaires du lotissement de la Baie du Gaout Bénat, JCP A, 2018, n° 2222. – L'arrêt Société Jonathan Loisirs en application, obs. sur CAA Douai, 5 avr. 2018, Université de Technologie de Compiègne, JCP A, 2018, n° 2221. – La gestion d'un aéroport constitue une activité économique soumise au droit des aides d'État, obs. sur Trib. UE, 25 janv. 2018, BSCA c/ Commission, JCP A, 2018, n° 2163.

2017: Requalification contractuelle, exigence de délibération motivée et consultation préalable des services des domaines : le portrait-robot du contentieux des cessions de biens publics, obs. sur CAA Lyon, 16 nov. 2017, n° 16LY03824, JCP A, 2017, n° 2327. – De quelques grands principes domaniaux illustrés, obs. sur CE, 11 oct. 2017, n° 401049, Société Orange et CAA Nantes, 6 oct. 2017, Société Tizgui, JCP A, 2017, n° 2323. – L'avantage indirect procuré par l'occupation irrégulière du domaine public, obs. sur CAA Marseille, 2 oct. 2017, SA Casinotière du Littoral Cannois, JCP A, 2017, n° 2324. – Contrôle renforcé sur la nécessité de recourir à l'expropriation de certaines parcelles individualisées, obs. sur TA Pau, 5 juill. 2017, n° 1501185, Mme B, JCP A, 2017, n° 2263. – La détermination des critères de fixation de la redevance domaniale et de son montant, obs. sur CAA Versailles, 29 juin 2017, n° 16VE01019, Mme A E et CAA Marseille, 29 juin 2017, n° 15MA02266, SCI Le Littoral, JCP A, 2017, n° 2260. – Absence de modification substantielle d'une concession de plage par une superposition d'affectation postérieure, obs. sur CE, 28 juill. 2017, n° 387920, SCI Petrus et a., JCP A, 2017, n° 2258. – Redevances domaniales et aides d'État, obs. sur Comm. UE, déc. n° 2017/97/UE, 4 juill. 2016, JOUE L 16, 20 janv. 2017, p. 28, JCP A, 2017, n° 2102. – Censure d'un règlement de voirie limitant le droit d'accès au domaine public routier, obs. sur CAA Nantes, 30 janv. 2017, Cne d'Orléans, JCP A, 2017, n° 2104. – Vade-mecum sur le régime de responsabilité lié aux dommages accidentels de travaux publics, obs. sur CAA Nancy, 28 févr. 2017, n° 15NC01897, JCP A, 2017, n° 2103. – Nouvelle répartition des pouvoirs de police au profit du maire de Paris, obs. sur L. n° 2017-257, 28 févr. 2017, relative au statut de Paris, JCP A, 2017, n° 2098.

2016: Le changement de dénomination d'une convention à objet domanial n'est pas susceptible, à lui seul, de faire grief, obs. sur CE, 20 mai 2016, SARL Les 2 diables, JCP A, 2016, n° 2198. — Conventions domaniales et recours Tarn-et-Garonne: les relations se précisent, obs. sur CAA Marseille, 10 mai 2016, Société Le Royaume des arbres, JCP A, 2016, n° 2197. — Cession de biens publics et emprise du droit de l'Union européenne, obs. sur CJUE, 16 juill. 2015, BBVG; Trib. UE, 9 déc. 2015, Grèce c/ Commission; Trib. UE, 28 oct. 2015, Hammar Nordic Plugg AB et Trib. UE, 30 juin 2015, Pays-Bas c/ Leindschendam-Voorburg, JCP A, 2016, n° 2154. — La durée d'un titre d'occupation doit être conforme aux dispositions réglementaires la fixant, obs. sur CAA Marseille, 11 janv. 2016, Le Caffé des Cardeurs, JCP A, 2016, n° 2153. — Domanialité privée de l'eau de source captée au seul bénéfice d'un particulier, obs. sur CAA Nancy, 18 févr. 2016, M. et Mme D., JCP A, 2016, n° 2149.

A Droit administratif (Veilles)

2022: Naissance du « bail réel d'adaptation à l'érosion côtière », obs. sur Ord. n° 2022-489, 6 avr. 2002 : 2022-5, al. 74 — Préjudices indemnisables : au-delà de la frontière Dintilhac, obs. sur Cass. ch. mixte, 25 mars 2022, n° 20-17.072 et 20-15.624 : 2022-5, al. 62 — Signes religieux et avocats : l'important, c'est (seulement) la robe, l'important..., obs. sur Civ. 1^{re}, 2 mars 2022, n° 20-20.185 : 2022-5, al. 63 — La juridictionnalisation du Conseil constitutionnel en ordre de marche, obs. sur Cons. const., 11 mars 2022, n° 2022-152 ORGA : 2022-5, al. 65 — Sortie de route pour l'entretien des voies nationales et départementales, obs. sur CdC, L'entretien des routes départementales et nationales, mars 2022 : 2022-5, al. 64 — La transparence (fiscale) de l'EPIC : un écran de fumée ?, obs. sur TA Limoges, 3 mars 2022, n° 1902240, Dpt Haute-Vienne : 2022-5, al. 75 — Les éléments constitutifs de la prise illégale d'intérêts, obs. sur L. n° 2021-1729, 22 déc. 2021, art. 15 : 2022-2, al.30 — Le fondamental du référent-laïcité, obs. sur D. n° 2021-1802, 23 déc. 2021 : 2022-2, al. 29 — Être une juridiction suprême et méconnaître le droit de l'Union européenne : quid du droit à un recours effectif ?, obs. sur CJUE, gr. ch., 21 déc. 2021, n° C-497/20, Randstad Italia : 2022-2, al. 17 — Bulletin de Noël : peut bien faire, mais fait bien peu, obs. sur CdC, Une école plus efficacement organisée au service des élèves, déc. 2021 : 2022-2, al. 18 — Bilan ferroviaire 2020 : Le COVID à quai, la concurrence à grande vitesse, obs. sur. ART, Le marché du transport ferroviaire en 2020 : 2022-2, al. 19 — La loi de 1905 terrasse l'archange Saint-Michel, obs. sur TA Nantes, 16 déc. 2021, n° 19-00981, Féd. de Vendée de la Libre Pensée c/ Cne des Sables d'Olonne : 2022-2, al. 32.

<u>2021</u>: Les décrocheurs de portraits relaxés par la liberté d'expression, obs. sur Crim., 22 sept. 2021, n° 20-85.434 : 2021-11, al. 151 – Le colis de propositions adressées à La Poste, obs. sur C. comptes, Les nouveaux services de proximité de La Poste, n° S 2021-1347, sept. 2021 : 2021-11, al. 152 – Discours de haine et liberté d'expression, obs. sur CEDH, 2 sept. 2021, n°

46883/15, M. Z. B. c/ France: 2021-11, al. 153 – Les modalités du recours judiciaire en prévention des atteintes à la dignité humaine des détenus, obs. sur D. n° 2021-1194, 15 sept. 2021: 2021-11, al. 159 – Aux t(h)ermes de la procession, la bénédiction, obs. sur TA Toulouse, ord., 15 sept. 2021, n° 2105315 : 2021-11, al. 161 – Lanceur d'alerte sur lanceur d'alerte ne vaut, obs. sur CEDH, 11 mai 2021, n° 21884/18, Halet c/ Luxembourg: 2021-7, al. 97 – Données, algorithmes, codes sources publics : opération porte ouverte, obs. sur Circ. n° 6264/SG, 27 avr. 2021 relative à la politique publique de la donnée, des algorithmes et des codes sources : 2021-7, al. 109 – Un tout petit pas en faveur des langues régionales, obs. sur L. n° 2021-641, 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion : 2021-7, al. 110 – Loi « Sécurité » : du global au marginal, obs. sur L. n° 2021-646, 25 mai 2021, pour une sécurité globale préservant les libertés : 2021-7, al. 111 – Statue de la Vierge implantée sur l'espace public : le miracle domanial dévoilé, obs. sur CAA Lyon, 29 avr. 2021, n° 19LY04186: 2021-7, al. 112 – L'égalité des chances s'empare des (hautes) écoles du service public, obs. sur Ord. n° 2021-238, 3 mars 2021 favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public : 2021-4, al. 60. - Traitements inhumains et dégradants : la France relaxée, obs. sur CEDH, 18 févr. 2021, n° 60324/15, P. M et F. F. c/ France : 2021-4, al. 48. - Le don aux associations coûte cher, obs. sur C. comptes, Référé S 2020-1998, 8 déc. 2020 : 2021-4, al. 47. - Locations de type « Airbnb »: l'encadrement public du changement d'usage des logements est pleinement conventionnel, obs. sur Civ. 3e, 18 févr. 2021, n° 17-26.156 : 2021-4, al. 46. – Autorité environnementale et conflits d'intérêts : mise en demeure itérative de la Commission, obs. sur Comm. UE, communiqué, 18 févr. 2021, mise en demeure de la France : 2021-4, al. 45. - Recours effectif et conditions de détention indignes : la Cour persiste et signe, obs. sur CEDH, 19 nov. 2020, n° 25338/16, Barbotin c/ France: 2021-1, al. 2. – Un magistrat peut cumuler les fonctions de diacre, obs. sur Conseil de déontologie de la fonction publique, avis n° 2020/5, 6 nov. 2020 : 2021-1, al. 5. – Suppression de voies ferrées publiques : le gestionnaire abuse de sa position dominante, obs. sur Trib. UE, 18 nov. 2020, T-814/17, Lietuvos geležinkeliai AB c/ Commission: 2021-1, al. 12. – Le fiasco Autolib' et Vélib' en libre-partage, obs. sur CRC Île-de-France, Synd. Mixte Autolib' et Vélib' métropole (SAVM), nov. 2020 : 2021-1, al. 13.

2020: Transcription de la filiation de la mère d'intention (et biologique), obs. sur CEDH, 16 juill. 2020, n° 11288/18, D. c/France: 2020-10, al. 125. – Plus de compétence et plus de pouvoirs pour la HATVP, obs. sur Rapp. annuel de la HATVP, juill. 2020: 2020-10, al. 126. – L'évaluation des politiques publiques passe un nouveau test, obs. sur étude annuelle du Conseil d'État 2020: 2020-10, al. 134. – Seuil de dispense de procédure dans les marchés publics: toujours plus haut..., obs. sur D. n° 2020-893, 22 juill. 2020: 2020-10, al. 137. – Précisions sur le droit à dérogation des préfets, obs. sur Circ. n° PRMX2021676C, 6 août 2020: 2020-10, al. 139. – Dix ans d'existence, au service du verdissement des projets, plans et programme, obs. sur Rapp. annuel 2019 de l'Autorité environnementale: 2020-6, al. 81. – Constitutionnalité du droit d'accès aux documents administratifs, obs. sur Cons. Const., 3 avr. 2020, n° 2020-834 QPC, UNEF: 2020-6, al. 82. – Casanova vient subordonner l'intérêt lésé, obs. sur CE, 27 mars 2020, n° 42691: 2020-6, al. 88. – Extension du domaine de la dérogation, obs. sur D. n° 2020-412, 8 avr. 2020: 2020-6, al. 89. – In vitro proprietas, obs. sur CE, réf., 24 janv. 2020, n° 47328: 2020-3, al. 40. – Le droit à la participation locale enfin ratifié, obs. sur L. n° 2020-43, 27 janv. 2020: 2020-3, al. 44. – Forfait de post-stationnement: le législateur invité à revoir sa copie, obs. sur Défenseur des droits, « La défaillance du forfait de post-stationnement: rétablir les droits des usagers », 14 janv. 2020: 2020-3, al. 45.

2019 : « Le complexe du seuil » (2) : les seuils des marchés et concessions en procédure formalisée à la baisse, obs. sur Communiqué de la Commission européenne, 16 oct. 2019 : al. 160. – TER : tardivement en réforme, obs. sur CdC, Les TER à l'heure de l'ouverture à la concurrence, 23 oct. 2019 : al. 161. - Faute de minorité avérée, l'absence de prise en charge d'un mineur isolé ne révèle pas un traitement inhumain et dégradant, obs. sur CEDH, 10 oct. 2019, n° 50376/13, D. c/ France: al. 162. – Politiques publiques du sport : citius, altius, fortius, obs. sur Rapp. annuel du Conseil d'Etat 2019 : al. 165. – Une domanialité publique accessoire ad hoc au secours des signes religieux, obs. sur TA Grenoble, 3 oct. 2019, n° 1603908 : al. 173. – Représenter n'est pas conseiller : l'exclusion de certaines prestations juridiques de la directive « marchés » est conforme au droit de l'Union, obs. sur CJUE, 6 juin 2019, C-264/18 : al. 115. - La neutralité commerciale des magistrats, obs. sur Collège de déontologie de la juridiction administrative, avis n° 2019-3, 3 juin 2019 : al. 117. – Les « portes étroites » s'ouvrent plus largement, obs. sur Cons. Const., communiqué, 24 mai 2019 : al. 118. - Discriminations, tarifications, service public gratuit et obligatoire : le menu complet du défenseur des droits, obs. sur Déf. droits, Un droit à la cantine scolaire pour tous les enfants, 19 juin 2019 : al. 128. – Crèches de Noël, iconographie chrétienne et prosélytisme, obs. sur TA Dijon, 7 juin 2019, n° 1603353 : al. 129. – Indignité des lieux de privation de liberté. Indignation du rapport 2018, obs. sur CGLPL, rapp. d'activité 2018 : al. 72. – Tiers à un ouvrage public géré dans le cadre d'un SPIC et compétence juridictionnelle, obs. sur Civ. 1^{re}, 13 mars 2019, n° 18-13.232 : al. 73. – Marchés publics de transports en ambulance et exclusion des procédures de mise en concurrence: tout dépend de l'urgence, obs. sur CJUE, 21 mars 2019, aff. C-465/17: al. 74. - Encombrant, le Mobilier national tombe en désuétude, obs. sur CdC, rapp. annuel 2019 : al. 75. - Extradition et risque de traitements inhumains et dégradants, obs. sur CEDH, 4 avr. 2019, n° 36538/17, G. S c/ Bulgarie: al. 77. - Voyants au vert pour le ferroviaire en 2017, obs. sur ARAFER, Bilan du transport ferroviaire de voyageurs pour l'année 2017 : 2019-2, al. 18. - Avis de décès du monopole relatif à la garde des urnes funéraires, obs. sur CJUE, 14 nov. 2018, C-342/17, Memoria et Dall'Antonia: 2019-2, al. 27. – Quatre mois

ferme (bis): le délai de publication des circulaires et instructions précisé, obs. sur. D. n° 2018-1047, 28 nov. 2018 : 2019-2, al. 28. – Première délibération publiée pour la HATVP, obs. sur HATVP, délib. n° 2018-178, 21 nov. 2018 : 2019-2, al. 30.

2018 : Équipements des forces de l'ordre : pas d'al(arme), mais peut mieux faire, obs. sur CdC, L'équipement des forces de l'ordre. Un effort de mutualisation et de rationalisation à poursuivre, 19 sept. 2018 : 2018-11, al. 131. – Enième violation de la liberté d'expression en Turquie, obs. sur CEDH, 4 sept. 2018, nº 6810/09, Fatih Tas c/ Turquie: 2018-11, al. 132. - Suite de la saga relative à la garantie illimitée des EPIC, obs. sur CJUE, 19 sept. 2018, C-438/16, IFPEN: 2018-11, al. 134. - Terrorisme: la mémoire collective en question, obs. sur Comite mémoriel « Terrorisme : faire face. Enjeux historique et mémoriaux », 7 sept. 2018 : 2018-11, al. 135. – Restitutions de biens spoliés sous l'occupation : un décret volontariste salutaire, obs. sur D. n° 2018-829, 1er oct. 2018: 2018-11, al. 136. - Un rapport et des records, obs. sur CE, rapp. public 2018, « Activité juridictionnelle et consultative des juridictions administratives »: 2018-7, al. 90. - Vers une constitutionnalisation du principe de fraternité ?, obs. sur Cass. Crim., 9 mai 2018, n° 17-85.737 : 2018-7, al. 96. – Bilan convergent de la QPC entre les juges de cassation, obs. sur Groupe de travail commun au CE et à la Cass. Sur la QPC, 16 mai 2018 : 2018-11, al. 97. – Nouvelle application de l'article 17 de la Conv. EDH prévenant les abus de droit, obs. sur CEDH 24 mai 2018, n° 24683/14, Sté Roj TV c/ Danemark: 2018-7, al. 98. – Refonte de la fiscalité locale: les scenarii sur la table, obs. sur Rapp. sur la refonte de la fiscalité locale, 9 mai 2018: 2018-7, al. 99. – Magistrat, responsable au sein d'un parti politique et épouse du ministre de l'intérieur : la déontologie du cumul, obs. sur Collège de déontologie de la juridiction administrative, avis n° 2018/1, 7 févr. 2018 : 2018-4, al. 52. – Les piscines et centres aquatiques publics prennent l'eau, obs. sur CdC, Les piscines et centres aquatiques publics : un modèle obsolète : 2018-4, al. 53. – La Cour des comptes prend de la hauteur : à propos des stations de ski nord-alpines et du réchauffement climatique, obs. sur CdC, Les stations de ski des Alpes du Nord face au réchauffement climatique : 2018-4, al. 54. – Arrêt des soins sur mineurs : le Conseil d'État conforté par la Cour européenne, obs. sur CEDH, 25 janv. 2018, n° 1828/18, Afiri et Bidarri c/ France: 2018-4, al. 55. – Le « droit à la santé » ne constitue toujours pas une liberté fondamentale au sens de l'article L. 521-2 CJA, obs. sur TA Rennes, 24 janv. 2018, n° 1800302: 2018-4, al. 57. - Forces et faiblesses de la régulation « concurrentielle » en France, obs. sur CAE, Régulation économique : quels secteurs réguler et comment ? : 2018-1, al. 7. - L'interdiction du port de signes religieux en entreprise ne peut être fondée que sur le règlement intérieur, obs. sur Cass. Soc., 22 nov. 2017, n° 13-19.855 : 2018-1, al. 10. – Les professeurs d'université ont également droit au respect de leur vie privée, obs. sur CEDH, 28 nov. 2017, n° 70838/13, Antoric et Mirkovic c/ Monténégro : 2018-1, al. 12. – Pas d'écriture inclusive pour les actes publiés au JO, obs. sur Circ. NOR : PRMX1732742C, 21 nov. 2017: 2018-1, al. 13. - Elections européennes: (en marche) arrière pour le retour des « listes nationales », obs. sur Communiqué de presse du Premier Ministre, 29 nov. 2017 : 2018-1, al. 14.

2017: Le gendarme de la concurrence dévoile son rapport annuel pour 2016, obs. sur Aut. Conc., rapp. annuel 2016, 3 juill. 2017 : 2017-10, al. 127. – Premier état des lieux complet sur les « autocars Macron », obs. sur ARAFER, rapp. annuel, « Marché du transport par autocars et gares routières » : 2017-10, al. 128. - Bilan sur l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai 2017, obs. sur Cons. Const., 20 juill. 2017, n° 2017-712 PDR: 2017-10, al. 131. – Les préjugés sexistes de la magistrature portugaise pourfendus par la Cour, obs. sur CEDH, 25 juill. 2017, n° 17484/15, Carvalho Pinto de Sousa Morais c/ Portugal: 2017-10, al. 138. – STX-France: les tribulations de l'État-actionnaire, obs. sur D. n° 2017-1196, 27 juill. 2017: 2017-10, al. 139. – Menus confessionnels dans les cantines scolaires : le tribunal de Dijon rebat les cartes, obs. sur TA Dijon, 28 aout 2017, n° 1502100 : 2017-10, al. 140. – Modification de la mention su sexe à l'état civil et irréversibilité de la transformation physique, obs. sur CEDH, 6 avr. 2017, n° 79885, Garçon et Nicot c./ France: 2017-6, al. 95. – L'inconventionnalité des « clauses Molière » reconnue par circulaire, obs. sur Instr. Interministérielle, 27 avr. 2017, NOR: ARCB1710251J: 2017-6, al. 96. - Faculté de recourir au tirage au sort pour l'accès aux filières universitaires en surcapacité, obs. sur Circ. n° 2017-077, 24 avr. 2017, NOR: MENS1710767C: 2017-6, al. 97. – Précisions sur la notion d'archives publiques, obs. sur Civ. 1^{re}, 22 févr. 2017, n° 16-12.922: 2017-4, al. 60. – La politique du logement social manque sa cible prioritaire, obs. sur CdC, « Le logement social face au défi de l'accès des publics modestes et défavorisés », 22 févr. 2017 : 2017-4, al. 61. – La méconnaissance du droit de mener une vie familiale normale écartée, obs. sur CEDH, 7 févr. 2017, n° 56710/13, Urko Labaca Larrea c. France: 2017-4, al. 62. - Novations quant aux conditions de délivrance et au contentieux des visas d'exploitation cinématographiques, obs. sur D. n° 2017-150, 8 févr. 2017: 2017-4, al. 63. - Renforcement des pouvoirs de police administrative du maire de Paris, obs. sur L. n° 2017-257, 28 févr. 2017 : 2017-4, al. 65. – Les concessionnaires privés autoroutiers se portent (trop ?) bien, obs. sur ARAFER, rapp. sur les comptes des concessionnaires d'autoroutes pour l'exercice 2015 : 2017-2, al. 16. - La Cour des comptes encourage La Poste à accélérer sa mutation, obs. sur CdC, « La Poste : une transformation à accélérer » : 2017-2, al. 25. - Conventionnalité des limitations d'âge pour le recrutement d'agents de police, obs. sur CJUE, 15 nov. 2016, C-285/15 : 2017-2, al. 26. – Acte de naissance de la Collectivité unique de Corse, obs. sur ord. n° 2016-1651, 21 nov. 2016 : 2017-2, al. 28.

2016: L'appel de la Cour des comptes à une refondation de la politique des jeux de hasard et d'argent, obs. sur CdC, « La régulation des jeux d'argent et de hasard », 19 oct. 2016: 2016-12, al. 149. — Conditions inhumaines et dégradantes de détention : confirmation du caractère réfragable des présomptions de violation de l'article 3 Conv. EDH, obs. sur CEDH Gde ch., 20 oct. 2016, n° 7334/13, Mursic c/ Croatie: 2016-12, al. 150. — Confirmation de l'aide d'État au sujet de la réforme des retraites des fonctionnaires de France Télécom, obs. sur CJUE, 26 oct. 2016, C-211/15 P. Orange c./ Commission: 2016-12, al. 151. —

Création d'une garde nationale, obs. sur D. n° 2016-1634, 13 oct. 2016 : 2016-12, al. 153. — Déficiences et remèdes au sujet du financement des infrastructures de transports, obs. sur Rapp. « Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement », 28 sept. 2016 : 2016-12, al. 154. — L'office du juge administratif en matière de rétention des étrangers sanctionné par la Cour EDH, obs. sur CEDH, 12 juill. 2016, n° 56234/13, A. M. c/ France : 2016-10, al. 118. — Les pouvoirs de sanction de l'AMF confortés par la Cour EDH, obs. sur CEDH, 1er sept. 2016, n° 48158/11, X et Y c/ France : 2016-10, al. 119. — Précisions sur la tarification relative à la réutilisation des données publiques, obs. sur D. n° 2016-1036, 28 juill. 2016 : 2016-10, al. 121. — Régime de l'appropriation des biens sans maîtres par les communes, obs. sur Rép. min. n° 86111, JOAN Q, 12 juill. 2016, p. 6695.

À Droit de la voirie (Brèves)

2022: La communicabilité embrasse « gestion » et « cession » des biens du domaine privé, obs. sur CE, 14 oct. 2021, n° 425546, Sté Axxes: 2022, n° 224, p. 25 – Renouvellement des concessions funéraires: la quête de l'au-delà, obs. sur CAA Nancy, 23 nov. 2021, n° 19NC02091: n° 224, p. 24– Mise en concurrence au grand hôtel de Biarritz: la directive « services » reste dans l'antichambre, obs. sur CAA Bordeaux, 2 nov. 2021, n° 19BX03590 et 19BX03620, Mme M. et M. F. A.: n° 224, p. 25 – Dénomination des voies publiques et domanialité publique, obs. sur CAA Bordeaux, 17 nov. 2021, n° 19BX04978, SCI Riant Horizon et a. c/ Cne d'Andernos-les-Bains: n° 224, p. 26 – Un chemin rural ne s'échange pas, obs. sur CAA Nancy, 21 oct. 2021, n° 19NC03523, Mme B. D. c/ Cne de Luttange: n° 224, p. 26 – Validité du recours à la VEFA, obs. sur CAA Nantes, 17 sept. 2021, n° 20NT02572, Cne du Loroux-Bottereau: n° 224, p. 27.

i. Communications orales (non publiées)

- Crisi di Sistema e riforme administrative Il caso francese, in I. M. Delgado et F. Di Lascio (dir.), *Crisi di Sistema e riforme administrative*, VIII Convegno Red Internacional de Derecho Europeo (RIDE), Universitad de Castilla-La Mancha, 3 décembre 2021 (en italien).
- Le patrimoine immatériel des collectivités territoriales, conférence inaugurale des M2 Droit public approfondi et Droit des affaires des collectivités publiques, Université de Clermont-Ferrand, 4 octobre 2021.
- Le risorse naturali nel sistema francese : casi e problemi, conférences coordonnées par F. Di Lascio et A. Ianuzzi (dir.), Université Roma 3, 17 juin 2020, Visio-conférence en italien.
- La décision publique, un bien commun (avec Guilhem Baldy), Rentrée de l'EDD de Lyon / Saint-Etienne, La doctrine, Université Lyon 3, 7 févr. 2020.
- Procédure de publicité et de mise en concurrence : les règles et exceptions de l'ordonnance d'avril 2017, in J.-Ch. Videlin (dir.), Mise en concurrence et occupation privative du domaine public : droits français et étrangers, Grenoble-Alpes, CRJ, 23 nov. 2018.
- La référence à l'expertise devant le juge administratif, in R. Le Bœuf (dir.), Quelles références pour le droit public ?, 1^{er} colloque de la promotion d'agrégation 2016, Aix-en-Provence, 17-18 mai 2018.
- Les opinions séparées à la Cour européenne des droits de l'Homme (avec Matthias Malblanc), Rentrée de l'EDD de Lyon, *La doctrine*, Université Jean Monnet Saint-Étienne, juill. 2017.
- Autorisations domaniales et mise en concurrence. À propos de l'ordonnance du 19 avril 2017 (avec le Pr. S. Braconnier), Conférence d'actualité du CRDA, Université Paris 2 Panthéon Assas, 26 juin 2017.
- Peut-on tout dire en chansons ?, Musique et droit, Fête du droit 2017, Université Lumière Lyon 2, Mars 2017.
- Le droit des biens et le droit de l'Union européenne, Le droit européen au respect des biens, colloque des 4 et 5 mai 2015, Université Toulouse Capitole 1.

- Droit et économie : quelle autonomie du droit ?, L'autonomie et le droit, colloque du 16 avril 2010 organisé à l'Université Lyon 3 par l'Association des jeunes docteurs et doctorants en droit public – Lyon, Saint-Etienne (AJ3DP-LSE).

j. Mémoire de recherche

- L'insaisissabilité des biens des personnes publiques : vers la mise en place d'un critère fonctionnel ?, Mémoire M2 Droit public fondamental, Publication de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Collection des mémoires de l'équipe de droit public, n° 7, 2008.

AUTRES ACTIVITÉS DE RECHERCHE

a. Organisations de colloques

- Aux confins du droit administratif, avec le Pr. Ch. Testard, EDPL CMH (Lyon 3 Clermont Auvergne), Université Jean Moulin Lyon 3, 19 et 20 septembre 2022.
- La portée constitutionnelle des fonctions consultatives du Conseil d'État, avec le Pr. Ph. Blachèr, journée décentralisée de l'AFDC, Université Jean Moulin Lyon 3, 12 mai 2022.
- L'exception *in house*, 20 ans après l'arrêt *Teckal*, avec le Pr. M. Karpenschif, Université Jean Moulin Lyon 3, 12 février 2020 (*Actes publiés au JCP A 2020, n*° 28).
- L'environnementalisation du droit, Journée d'étude en l'honneur du Pr. Sylvie Caudal, Université Jean Moulin Lyon 3, 1^{er} juin 2018 (*Actes publiés aux éditions IFJD, 2020*).

b. Formations

- L'intrusion du code de la commande publique et des procédures de mise en concurrence dans la pratique notariale, journée de formation Chambre des notaires Ecole des ponts, Paris, 18 nov. 2021, en partenariat avec le Pr. M. Karpenschif, Me W. Salamand et Mme C. Bertolino.
- Le Code de la commande publique Actualité du droit des contrats publics, ½ journée de formation professionnelle (avocats, notaires, juristes), Université Jean Moulin Lyon 3, 24 janvier 2019, en partenariat avec les Pr. F. Lichère et J.-Fr. Sestier.
- Actualité du droit des biens publics : acquisitions et cessions immobilières ordonnance du 19 avril 2017, ½ journée de formation professionnelle (avocats, notaires, juristes), Université Jean Moulin Lyon 3, 15 juin 2017, en partenariat avec les Prs. C. Chamard-Heim, H. de Gaudemar et J.-Fr. Sestier.
- Actualité du droit des biens publics: montages « aller-retour » occupations domaniales, ½ journée de formation professionnelle (avocats, notaires, juristes), Université Jean Moulin Lyon 3, 7 avril 2016, en partenariat avec les Prs. C. Chamard-Heim et H. de Gaudemar.

c. Comités de lecture et de rédaction

- Membre du comité de lecture de la revue « Droit de la voirie. La revue des propriétés publiques » (depuis janvier 2019).
- Membre du comité de lecture de la revue « *Droit administratif* », LexisNexis (depuis septembre 2019).

RESPONSABILITÉS UNIVERSITAIRES

a. Responsabilités actuelles

- Directeur de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L. EA 666).
- Directeur du Master « Contrats, construction, propriété publics » (Université Jean Moulin Lyon 3)
- Membre du Conseil de l'École doctorale de droit de Lyon.
- Membre du Comité d'experts de la section de droit public (Université Jean Moulin Lyon 3)
- Membre du Comité d'experts de la section sciences politiques (Université Jean Moulin Lyon 3)

b. Responsabilités passées

- 2016-2022
- Co-directeur (Lyon 2 puis Lyon 3) du Master 2 « Contrats publics » co-accrédité (Lyon 3, Lyon 2, Saint-Étienne).
 - 2016-2020
- Directeur-adjoint de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L. EA 666)
 - <u>2019-2020</u>
- Coordinateur de la préparation à l'agrégation de droit public (2019-2020 -Université Lyon 3).
- Correcteur au concours d'entrée du CRFPA.
 - 2017-2019
- Co-directeur du M2 « Droits de l'homme », Université Lumière Lyon 2.
- Correcteur au concours d'entrée du CRFPA.
 - 2014-2016
- Enseignant référent auprès des étudiants de Licence (Lyon 3) Plan « réussite Licence » (2014-2016).

DIRECTIONS DE TRAVAUX DOCTORAUX

- Ulysse Renard, *Les polices environnementales* (contrat doctoral), en co-direction avec M. Moliner-Dubost, thèse en préparation depuis septembre 2021.
- Jean-Baptiste Ferlay, La dérogation en droit de l'urbanisme, thèse en préparation depuis septembre 2021.
- Manon Bacha, L'obligation d'agir en matière de police (contrat doctoral), thèse en préparation depuis septembre 2018.

PARTICIPATION À DES JURYS ET COMITÉS

a. Soutenances de thèse

1. **Thibaut Coussens-Barre**, *La patrimonialisation des bio banques*, sous la direction des Pr. Xavier Bioy et Anne-Marie Duguet, Université Toulouse Capitole I, 17 mai 2021 (rapporteur).

- 2. **Marc Michail Amin**, *La propriété publique en Égypte*, sous la direction du Pr. Caroline Chamard-Heim, Université Lyon 3, 8 avr. 2021 (président).
- 3. **Zibrila Kambia,** *Les ventes immobilières des personnes publiques*, sous la direction du Pr. François Brenet, Université de Poitiers, 5 nov. 2020 (rapporteur).
- 4. **L. M. A. Dinh**, *La propriété publique foncière au Vietnam*, sous la direction du Pr. Philippe Yolka, Université Grenoble-Alpes, 11 févr. 2019 (président).
- 5. **Jean-Philippe Orlandini,** *La dénaturation des critères du domaine public*, sous la direction du Pr. Jean-Gabriel Sorbara, Université Toulouse I Capitole, 27 nov. 2018 (rapporteur).
- 6. **Romain Masson-Leblond,** *La valorisation des propriétés publiques***, sous la direction du Pr. Sabine Boussard, Université Paris X Nanterre, 19 nov. 2018 (rapporteur).**
- 7. Amel Njehi, *L'interventionnisme économique public. Étude de droit comparé franco-tunisien*, sous la direction de M. Guillaume Protière, Université Lumière Lyon 2, 14 sept. 2018 (président).

b. Comités de sélection

- Comités de sélection de recrutement MCF :
 - o 2017 : 1 COS Université Lyon 3 ; 1 COS Université Lyon 2.
 - o 2019: 1 COS Université Lyon 3; 1 COS Université Toulouse Capitole 1.
 - o 2022 : 1 COS Université de Lorraine Metz.
- Comités de sélection de recrutement PR (mutations) :
 - o 2017 : 1 COS Université Lyon 3
 - o 2020 : 1 COS Université Lyon 2

c. Participation à des comités de suivi de thèse

- Comité de suivi de thèses :
 - o Lyon 2 (juin 2018).
 - o Lyon 3 (mai 2018; mai 2019; mai 2020; mai 2021).
 - O Saint-Étienne (sept. 2017; mai 2018; avril 2019; mai 2020; mai 2021).

d. Jury de Masters

- Grand oral du M2 « Droit et contentieux publics » (Université Montpellier, mars 2022).